

Promouvoir l'égalité des sexes dans l'éducation dans les pays du GPE

Faits marquants

- Il est prouvé que l'égalité des sexes dans l'éducation a une incidence substantielle sur de nombreux autres Objectifs de développement durable, notamment la croissance économique, la santé, la nutrition, la productivité agricole et la réduction des inégalités.
- Les acteurs internationaux voient dans le Partenariat mondial pour l'éducation un instrument essentiel pour atteindre les objectifs mondiaux en matière d'éducation et promouvoir l'égalité des sexes dans l'éducation d'ici à 2030—en raison de l'importance que le GPE accorde au soutien technique et financier en faveur de systèmes d'éducation solides et bien planifiés, de sa politique de concertation inclusive sur l'action à mener et de ses opérations de financement efficaces et efficientes.
- Depuis le lancement du Partenariat mondial pour l'éducation en 2002, la proportion de filles dans les pays du GPE qui atteignent la dernière année du cycle primaire est passée de 57 pour cent à 71 pour cent. Pour les garçons, cette proportion est passée de 68 pour cent à 75 pour cent. En ce qui concerne le premier cycle du secondaire, la proportion d'enfants ayant atteint la dernière année est passée de 35 pour cent à 47 pour cent pour les filles et de 41 pour cent à 52 pour cent pour les garçons.¹
- Les pays du GPE investissent pour faire progresser l'égalité des sexes en s'appuyant sur au moins 33 financements pour la mise en œuvre de programmes sectoriels de l'éducation du GPE actuellement en cours pour un montant total de 1,5 milliard de dollars.
- Le Partenariat mondial pour l'éducation finance la recherche et les biens publics mondiaux qui favorisent l'égalité des sexes, y compris une revue mondiale des documents disponibles sur la violence à caractère sexiste dans les écoles et les outils disponibles pour aider les pays à déterminer quelles filles et quels garçons ne sont pas scolarisés et pourquoi.
- *GPE 2020*, le plan stratégique quinquennal du GPE, a fait de l'égalité entre les sexes l'un de ses huit principes. Pour atteindre cet objectif, le Conseil d'administration a approuvé en juin 2016 un document intitulé *Politique et stratégie sur l'égalité entre les sexes 2016-2020*.

¹ Moyennes pondérées de la population pour 2002 et 2014 calculées par l'Institut de statistique de l'UNESCO le 5 juillet 2016 pour les 61 pays partenaires du Partenariat mondial pour l'éducation en février 2016. L'accès à la dernière année est utilisé comme un indicateur d'achèvement par l'Institut de statistique de l'UNESCO.

1. Introduction

L'égalité entre les sexes dans l'éducation et grâce à l'éducation est un élément essentiel de la réalisation du Programme 2030 pour le développement durable, comme l'ont indiqué de nombreux observateurs,² et les investissements dans ce domaine génèrent d'importants rendements publics et privés. C'est en fait l'un des principaux moteurs du développement économique et social qui favorise des avancées dans les domaines de la santé, de la nutrition et beaucoup d'autres.

Promouvoir l'égalité des sexes dans l'éducation figure depuis longtemps parmi les priorités du Partenariat mondial pour l'éducation.³ Le GPE aide les pays à investir dans des systèmes plus équitables qui prennent davantage en compte la parité entre les sexes afin d'améliorer les résultats en matière d'accès à l'éducation, de rétention scolaire et d'apprentissage pour toutes les filles et tous les garçons. Les enfants des pays en développement se heurtent encore à d'importants obstacles en matière d'égalité des sexes dans l'éducation, à la fois à l'école et en dehors. Parmi ces obstacles figurent des problèmes intersectoriels comme la santé, la pauvreté ou la sécurité, auxquels viennent s'ajouter des inégalités basées sur l'ethnicité, la région ou le handicap qui viennent exacerber les disparités. Dans ce contexte, le GPE apporte une assistance financière et technique aux États confrontés à des défis majeurs, parmi lesquels de nombreux pays fragiles et touchés par un conflit. Depuis 2002, ce soutien a contribué à scolariser 9,3 millions de filles supplémentaires dans les pays du GPE⁴ et à renforcer l'égalité des sexes du point de vue des taux d'achèvement du cycle primaire et du premier cycle du secondaire. Pendant cette période, le nombre de filles ayant terminé leur scolarité

❶ L'expression « égalité entre les sexes » s'entend du fait pour les hommes, les femmes, les filles et les garçons de bénéficier de droits, de responsabilités et de possibilités égaux et d'une capacité égale de façonner leur propre vie et de contribuer à la société. L'égalité entre les sexes englobe le concept plus étroit d'*équité entre les sexes*, qui concerne surtout les principes d'équité et de justice en matière d'avantages et de besoins. L'égalité entre les sexes s'entend aussi de l'engagement nécessaire pour transformer la société et faire de l'égalité des droits et des pouvoirs une réalité. L'égalité entre les sexes est à l'avantage des femmes, des hommes, des filles et des garçons et devrait être une préoccupation universelle.

❷ Par « égalité des sexes dans les systèmes d'éducation », il faut entendre des possibilités d'éducation égales (en matière d'accès, de rétention et d'apprentissage) pour toutes les filles et tous les garçons, ainsi que l'égalité des sexes appliquée aux enseignants et aux administrateurs. Ce concept implique des programmes scolaires, un enseignement, du matériel d'apprentissage et des formations pour les enseignants intégrant la parité hommes-femmes. Il fait également référence à l'égalité entre les sexes et à la prise en compte de la parité hommes-femmes au niveau du leadership, de la gouvernance, des opérations et du financement du système éducatif, y compris pour les pouvoirs publics, les groupes locaux de partenaires de l'éducation, les comités de gestion des écoles et d'autres points de contact avec les populations locales.

² Hanushek et Woessman ont établi que l'éducation et la croissance économique étaient les deux Objectifs de développement durable les plus essentiels à la réalisation des autres objectifs : voir Eric Hanushek et Ludger Woessmann, *The Knowledge Capital of Nations: Education and the Economics of Growth* (Cambridge, MA : MIT Press, 2015).

Par ailleurs, un récent rapport du Fonds monétaire international mentionne l'importance de l'égalité des sexes pour la croissance économique : voir Katrin Elborgh-Woytek et al. *L'emploi des femmes et l'économie : les avantages macroéconomiques de l'égalité des sexes* (Washington, DC : Fonds monétaire international, 2013).

³ L'éducation des filles est l'une des trois orientations stratégiques adoptées par le GPE en 2011. Les mécanismes d'appui couvrent la planification sectorielle, le financement et le processus de suivi ; ils prévoient par exemple de s'assurer que le guide d'évaluation élaboré à l'époque garantit que les questions relatives à l'accès des filles à l'école et à l'apprentissage reçoivent l'attention qu'elles méritent. L'éducation des filles est ensuite devenue l'un des objectifs stratégiques du plan stratégique 2012-2015, et elle est reprise dans la thématique du GPE 2020 sur l'égalité des sexes.

⁴ Données de l'Institut de statistique de l'UNESCO sur les enfants non scolarisés en primaire et dans le premier cycle du secondaire en 2002 et 2014, calculées le 5 juillet 2016.



Jeunes collégiennes in Savelugu, Ghana.

pour 100 garçons est passé de 83 à 94 au primaire et de 86 à 91 dans le premier cycle du secondaire.⁵

Grâce aux Objectifs de développement durable, on a constaté une évolution notable des priorités mondiales dans ce domaine : concentrées auparavant sur l'éducation des filles, elles privilégient aujourd'hui l'égalité des sexes au sens plus large. Si la marginalisation systématique des filles et des femmes nécessite une action permanente, l'engagement envers l'égalité des sexes couvre également les domaines dans lesquels les garçons sont désavantagés, ainsi que les problèmes concernant les enseignants, les administrateurs et les systèmes. Il permet d'aborder la question du genre en combinaison avec d'autres problématiques afin de s'assurer que nous aidons les filles et les garçons les plus marginalisés.

POLITIQUE ET STRATÉGIE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES 2016-2020

Afin de renforcer et d'élargir son action en faveur de l'égalité entre les sexes, le Partenariat mondial pour

l'éducation a récemment adopté un document intitulé *Politique sur l'égalité entre les sexes et stratégie 2016-2020*. Cette politique et cette stratégie, qui seront mises en œuvre par le biais de plans d'action annuels, soutiennent la réalisation de la vision du GPE consistant à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. La politique s'articule autour de quatre objectifs :

1. Renforcer l'égalité des sexes en matière d'accès, de participation et d'acquis scolaires pour toutes les filles et tous les garçons.
2. Améliorer l'égalité des sexes dans les systèmes éducatifs.
3. Renforcer l'égalité des sexes dans les cadres juridiques, les politiques et les processus de planification du secteur de l'éducation.
4. Garantir la bonne exécution de l'engagement envers l'égalité des sexes dans l'ensemble du Partenariat mondial pour l'éducation.

Ces objectifs sont conformes aux objectifs stratégiques et aux objectifs du GPE 2020. Certaines activités planifiées prévoient un soutien renforcé à la planification sectorielle intégrant la parité hommes-femmes, et le partage des données probantes et des enseignements tirés sur la façon de gérer les facteurs contribuant à différents types de désavantages liés à l'égalité des sexes.

2. Les progrès vers l'égalité des sexes dans les pays du GPE

Malgré l'importance de l'égalité des sexes pour l'éducation et d'autres objectifs de développement, il existe encore d'importants écarts entre hommes et femmes

⁵ Moyennes pondérées de la population calculées par l'Institut de statistique de l'UNESCO le 5 juillet 2016 pour les 61 membres du Partenariat mondial pour l'éducation selon les chiffres arrêtés en février 2016. Les taux bruts d'admission à la dernière année d'un niveau d'éducation sont utilisés par l'Institut comme un indicateur des taux d'achèvement.

dans de nombreux domaines. Au niveau du primaire, seuls 26 pour cent des pays à faible revenu atteignent la parité dans les taux de scolarisation, 58 pour cent affichent des disparités et 16 pour cent n'ont pas de données disponibles. Dans le secondaire, seulement 10 pour cent des pays à faible revenu atteignent la parité dans les taux de scolarisation, 68 pour cent affichent des disparités et 22 pour cent n'ont pas de données disponibles. Ce sont les pays les plus pauvres qui présentent les écarts les plus importants, et nombre d'entre eux sont des pays partenaires du GPE. Au sein de ces pays, les filles les plus pauvres sont généralement les plus exclues, surtout si elles vivent dans des zones isolées ou touchées par un conflit. Le décrochage scolaire est un problème pour les garçons et les filles dans de nombreux pays partenaires du GPE et les garçons sont plus mal lotis dans certains pays, en particulier au niveau du secondaire (*voir la carte page 5*). Les écarts entre les sexes se manifestent également sous différentes formes selon les pays au niveau des acquis scolaires.⁶

PROGRÈS VERS LA PARITÉ ENTRE FILLES ET GARÇONS DANS LES TAUX D'ACHÈVEMENT DE L'ÉDUCATION PRIMAIRE

Le Partenariat mondial pour l'éducation aide les pays partenaires en développement à formuler des plans sectoriels de l'éducation qui visent à surmonter les obstacles à l'égalité des sexes. À ce titre, d'importants progrès ont été réalisés dans de nombreux pays partenaires du GPE depuis 2002.

Le tableau ci-contre illustre les progrès réalisés dans l'égalité des sexes au niveau des taux d'achèvement de l'éducation primaire dans tous les pays qui affichaient un déséquilibre dans ce domaine au moment de rejoindre le partenariat et qui disposent de données pour cette période.⁷

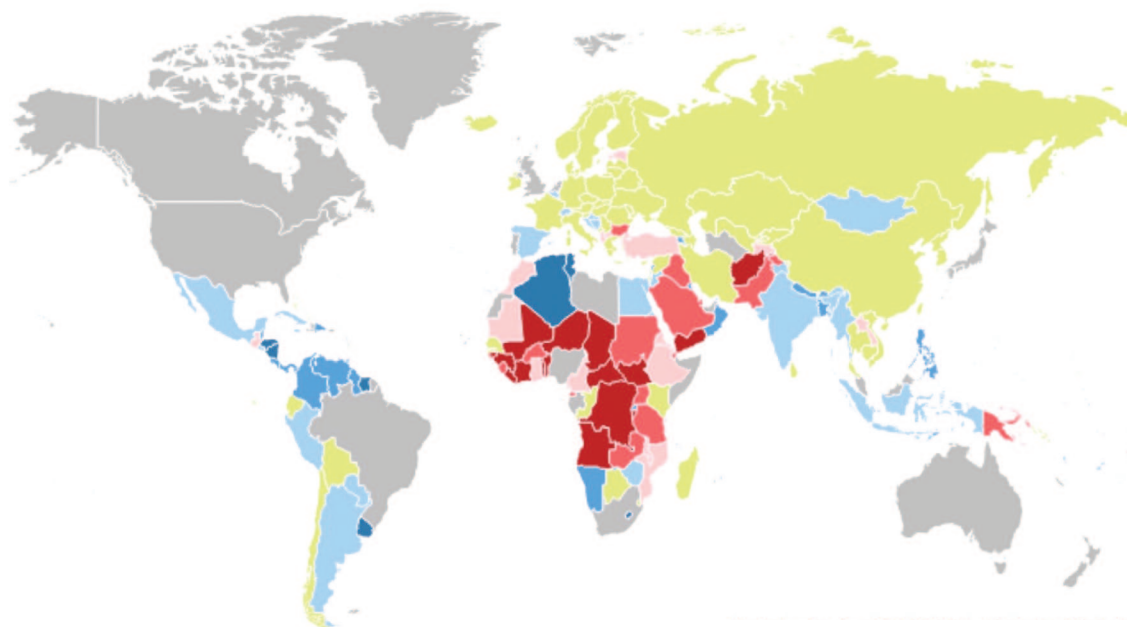
INDICE DE PARITÉ ENTRE FILLES ET GARÇONS POUR L'ACHÈVEMENT DU PRIMAIRE

PAYS (DATE D'ADHÉSION)	2002	DATE D'ADHÉSION	2014
Bénin (2007)	0,53	0,71*	0,85
Burkina Faso (2002)	0,71	0,71	1,05
Éthiopie (2004)	0,55	0,63	0,99
Gambie (2003)	0,83	0,89	1,05
Ghana (2004)	0,90	0,86	0,98
Guinée (2002)	0,53	0,53	0,82
RDP Lao (2009)	0,89	0,90	0,97
Lesotho (2005)	1,39	1,44	1,27
Mali (2006)	0,66	0,70	0,89
Mauritanie (2002)	0,92	0,92	1,04
Mozambique (2003)	0,63	0,67*	0,88
Niger (2002)	0,67	0,67	0,79
Sénégal (2006)	0,80	0,92	1,13

Les indices de parité comme celui-ci sont calculés en divisant le taux pour les filles par le taux pour les garçons de sorte que la parité parfaite correspond à un taux de 1. De nombreux pays ont réduit les inégalités pour les filles en matière d'achèvement du primaire depuis qu'ils ont rejoint le GPE et d'autres, comme le Lesotho, se sont occupé des garçons défavorisés tout en augmentant les taux moyens d'achèvement du primaire pour tous les enfants.

⁶ Ces variations suggèrent que les écarts entre les sexes sont largement liés à des facteurs liés à l'environnement, comme les préjugés véhiculés par les pratiques et le matériel pédagogiques, et à des facteurs socioculturels, comme les préjugés associés aux attentes des parents vis-à-vis de leurs enfants et à la *menace du stéréotype*, l'incidence négative prouvée des stéréotypes sexistes ou ethniques sur la performance des élèves lors des examens. Voir J. Benjamin Hinnant, Marion O'Brien et Sharon R. Ghazarian, *The Longitudinal Relations of Teacher Expectations to Achievement in the Early School Years*, Journal of Educational Psychology 101, n° 3 (2009) : 662 ; Pascal Huguet et Isabelle Regner, *Stereotype Threat Among Schoolgirls in Quasi-Ordinary Classroom Circumstances*, Journal of Educational Psychology 99, n° 3 (2007) : 545.

⁷ Données de l'Institut de statistique de l'UNESCO pour 2002, date d'adhésion, et 2014, calculées le 5 juillet 2016. Veuillez noter que les taux d'achèvement du primaire sont calculés sur la base des taux bruts d'admission à la dernière année du primaire. De nombreux autres pays affichaient des inégalités entre les sexes dans l'achèvement du primaire au moment de leur adhésion au GPE, mais ils ne disposent pas de données pour 2002 et 2014. Les données signalées par un astérisque correspondent à l'année 2008 pour le Bénin et 2004 pour le Mozambique.



Proportion d'adolescentes ayant atteint la dernière année du premier cycle de l'enseignement secondaire en comparaison des garçons (taux bruts d'admission).

- | | |
|--|--|
| ■ Filles désavantagées par rapport aux garçons (moins de 0,80) | ■ Garçons désavantagés par rapport aux filles (1,04-1,10) |
| ■ Filles désavantagées par rapport aux garçons (0,80-0,89) | ■ Garçons désavantagés par rapport aux filles (1,11-1,20) |
| ■ Filles désavantagées par rapport aux garçons (0,90-0,96) | ■ Garçons désavantagés par rapport aux filles (plus de 1,20) |
| ■ Parité entre les sexes (0,97-1,03) | ■ Données non disponibles |

Année 2015 (ou données les plus récentes)

Source : Institut de statistique de l'UNESCO (ISU).

PROGRÈS VERS LA PARITÉ ENTRE FILLES ET GARÇONS DANS LES TAUX D'ACHÈVEMENT DU PREMIER CYCLE DU SECONDAIRE

Les disparités entre sexes semblent être particulièrement prononcées dans le secondaire étant donné que des obstacles sociaux, économiques et sanitaires pèsent encore plus sur la capacité des élèves à rester à l'école et à apprendre. La carte de l'Institut de statistique de l'UNESCO figurant à la page suivante montre les zones d'équilibre ou de déséquilibre dans le ratio filles/garçons s'inscrivant en dernière année du premier cycle du secondaire.

Face à ces enjeux, les pays partenaires en développement du GPE ont fait des progrès au cours des dernières années

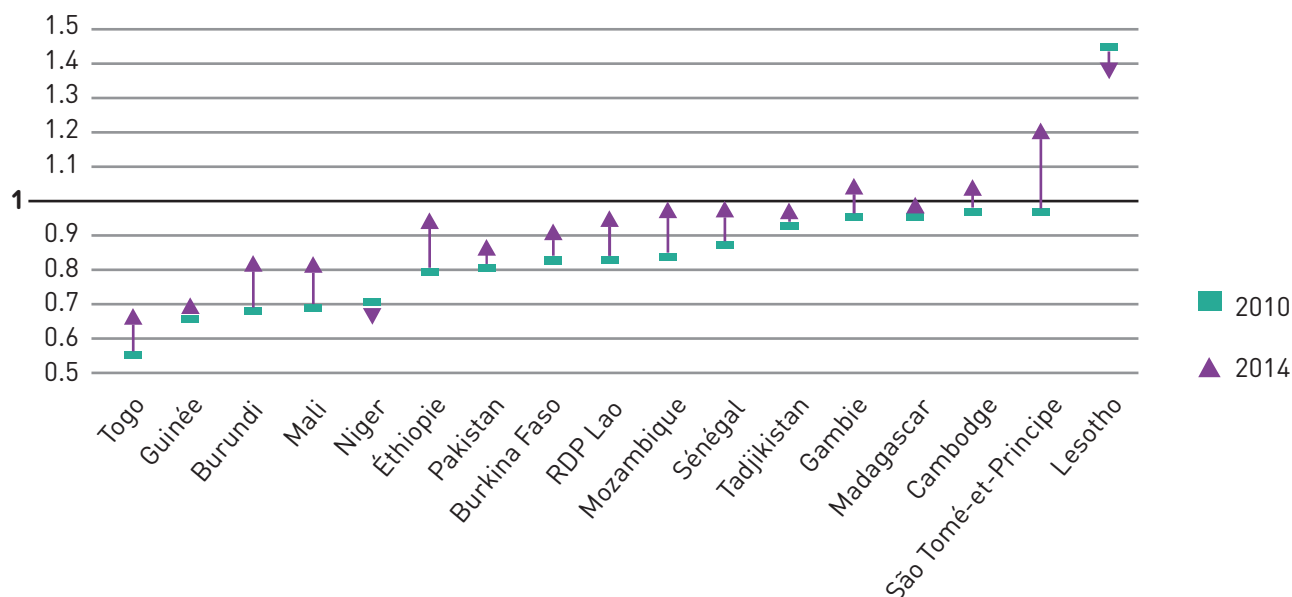
pour améliorer la parité dans les taux d'achèvement du premier cycle du secondaire. Le graphique de la page suivante montre les progrès réalisés entre 2010 et 2014 par rapport à cet indicateur pour tous les pays partenaires du GPE qui affichaient des inégalités entre les sexes en 2010 et qui disposent de données pour cette période.⁸

Par ailleurs, le nouveau plan stratégique du GPE place davantage l'accent sur l'équité dans l'éducation secondaire en plus du primaire.

Bien que la quasi-totalité des pays mentionnés aient fait des progrès en faveur de la parité entre filles et garçons au cours de cette période, les écarts importants entre les indices de parité des différents pays reflètent la complexité et les enjeux qui caractérisent

⁸ Données de l'Institut de statistique de l'UNESCO pour 2010 et 2014, calculées le 5 juillet 2016. Veuillez noter que les taux d'achèvement du premier cycle du secondaire sont calculés sur la base des taux bruts d'admission à la dernière année de ce cycle.

INDICE DE PARITÉ ENTRE FILLES ET GARÇONS POUR L'ACHÈVEMENT DU PREMIER CYCLE DU SECONDAIRE



cette question, et montrent combien il est important de donner à chaque pays les moyens d'évaluer, d'analyser et de répondre à ses besoins particuliers.

Par ailleurs, il convient de noter que les taux d'achèvement pour un niveau scolaire donné sont généralement calculés sur la base des admissions à la dernière année de ce niveau étant donné que les données sur l'achèvement effectif ne sont pas communiquées.

L'accès à une éducation de qualité pour tous exige d'accorder une attention particulière aux filles et aux garçons défavorisés afin d'éviter les décrochages au cours de la dernière année et pour garantir une transition réussie entre le primaire et le premier cycle du secondaire.

3. Le soutien du GPE à l'égalité des sexes

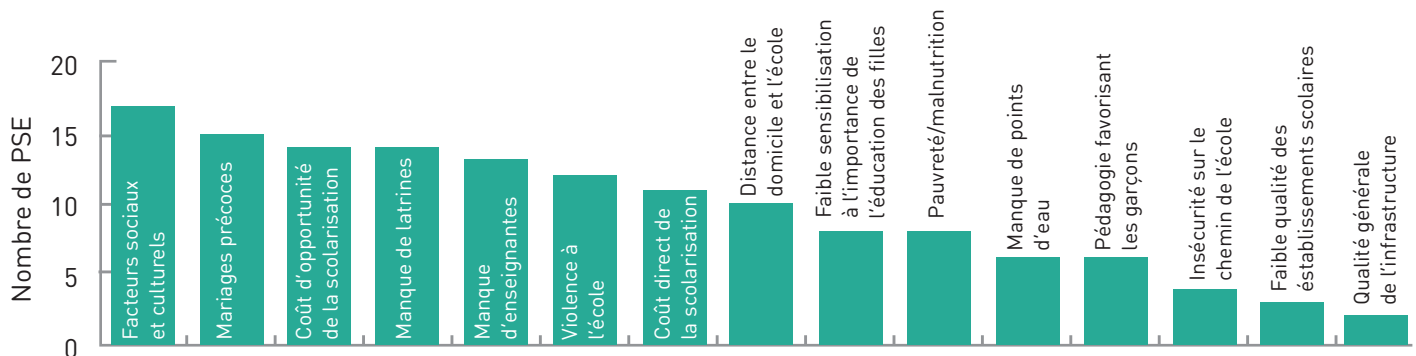
Un système éducatif solide est un système qui tient compte de la parité hommes-femmes et qui favorise l'équité, l'égalité entre les sexes et l'inclusion. Le Partenariat mondial pour l'éducation a permis à de

nombreux pays de se doter de systèmes éducatifs qui visent à atteindre ces objectifs en procédant à des interventions adaptées à leur contexte. Le GPE aide les pays à promouvoir l'égalité des sexes principalement par le biais d'activités qui cherchent à atteindre ses trois objectifs stratégiques au niveau des pays : la planification sectorielle et la mise en œuvre des politiques, la responsabilité mutuelle et un financement efficace.

LE SOUTIEN DU GPE À L'ÉGALITÉ DES SEXES GRÂCE À LA PLANIFICATION SECTORIELLE

Le GPE apporte une aide financière et technique pour l'analyse et la planification sectorielle. Les financements pour la préparation de plans sectoriels de l'éducation contribuent à financer le processus, à commencer par une analyse sectorielle de l'éducation qui comporte des données désagrégées pouvant révéler des disparités dans ce secteur. Ainsi, cette analyse permet de déterminer quelles filles et quels garçons sont les plus susceptibles de ne pas être scolarisés ou d'obtenir de mauvais résultats en matière d'apprentissage. Elle permet aussi d'examiner les obstacles auxquels ces groupes vulnérables se heurtent le plus fréquemment. Ces données alimentent ensuite le plan sectoriel de l'éducation. Le graphique ci-dessous montre comment

OBSTACLES À L'ÉDUCATION DES FILLES IDENTIFIÉS DANS LES PLANS SECTORIELS DE L'ÉDUCATION DES PAYS PARTENAIRES DU GPE



les pays partenaires en développement du GPE ont identifié les entraves à l'éducation des filles dans le cadre de leurs plans sectoriels de l'éducation.⁹

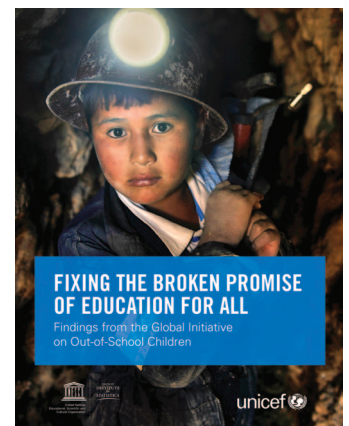
L'assistance technique visant à faciliter le processus consultatif de planification permet de parvenir à une compréhension commune des problèmes de ce type et d'arriver à un consensus sur les stratégies les plus efficaces pour y remédier. Le Secrétariat du GPE fournit également des recommandations sur le plan sectoriel de l'éducation en cours de rédaction et sur le rapport d'évaluation rédigé par les partenaires. En Septembre 2016, on comptait 15 financements pour la préparation de plans sectoriels de l'éducation en cours pour un montant total de plus de 6,3 millions de dollars.

Afin de renforcer la capacité des pays à promouvoir l'égalité des sexes grâce à leurs systèmes éducatifs, le Partenariat mondial pour l'éducation et l'Initiative des Nations unies pour l'éducation des filles (UNGEI) ont mis au point un *Guide pour la préparation de plans sectoriels de l'éducation sensibles au genre*. Ce guide, développé conjointement en complément des *Volumes 1 et 2* du *Guide*



méthodologique pour l'analyse sectorielle de l'éducation et des Guides pour la préparation et pour l'évaluation d'un plan sectoriel de l'éducation, contient des études de cas et des recommandations pour aider les autorités à comprendre et à appliquer les principes directeurs de l'égalité des sexes à la planification du secteur de l'éducation.

Il contient une analyse sexospécifique ainsi que la préparation et l'évaluation d'un plan intégrant la parité hommes-femmes, y compris l'allocation et le suivi des ressources.



Le GPE a également investi dans des biens publics mondiaux pour soutenir l'égalité des sexes par le biais de son programme d'activités mondiales et régionales (AMR) qui prévoit le financement de la création et de la diffusion d'outils et de bonnes pratiques pour aider les pays à surmonter les principaux obstacles à l'égalité des sexes dans l'éducation lorsqu'ils formulent leurs plans sectoriels. Un portefeuille de trois financements complémentaires pour un montant total de près de 6 millions de dollars renforce la capacité des pays à identifier les enfants non scolarisés et à s'occuper d'eux.

⁹ Sur la base d'une analyse réalisée en 2015 sur 42 plans sectoriels de l'éducation : C. Sedel et M. Ginolin, *Gender and Girls' Education in Grants and Education Sector Plans of the Global Partnership for Education* (manuscrit).

En partenariat avec l'UNICEF, l'Institut de statistique de l'UNESCO et la Banque mondiale, ces financements permettent de créer des outils qui aident les pays à remédier à l'absence de données sur les enfants non scolarisés. Ils contribuent également, d'une part, à identifier les obstacles qui mènent à l'exclusion ainsi que les nouvelles stratégies et politiques permettant de les surmonter, d'autre part à identifier et planifier les politiques visant à augmenter les taux de scolarisation et à améliorer l'apprentissage, en particulier parmi les groupes de population vulnérables.

Les outils qui ont bénéficié de ces financements ont permis aux pays d'identifier les filles et les garçons non scolarisés ainsi que la cause de leur non-scolarisation et de déterminer comment corriger au mieux les inégalités entre les sexes et d'autres sources d'inégalité grâce à une planification sectorielle fondée sur des données probantes. Ces outils comprennent un site Internet mondial (www.allinschool.org), un rapport étoffé et un manuel opérationnel sur la façon de réaliser une étude sur les enfants non scolarisés (photos ci-dessus), ainsi que de nombreux rapports au niveau des pays.

Un autre financement AMR de 800 000 dollars en partenariat avec l'UNICEF et l'UNGEI va permettre d'analyser la violence à caractère sexiste dans les écoles au Togo, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie et en Zambie. L'objectif de ce financement est de développer et de promouvoir une approche commune et systématique pour identifier, concevoir et suivre les interventions dans le cadre des plans sectoriels de l'éducation des pays.

Il faut pour cela définir des références sur la nature et la fréquence des violences à caractère sexiste dans les écoles pour chaque pays et effectuer une revue mondiale des documents disponibles contenant des données probantes sur la compréhension et la gestion de ces violences.

LE SOUTIEN DU GPE À L'ÉGALITÉ DES SEXES GRÂCE À LA RESPONSABILITÉ MUTUELLE ET À L'ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

En favorisant une concertation inclusive sur l'action à mener, le GPE encourage la représentation de voix différentes afin que les politiques reflètent mieux les préoccupations locales et remédient aux problèmes locaux concernant les enfants les plus défavorisés. La concertation sur les politiques est ancrée dans les groupes locaux de partenaires de l'éducation dirigés par les autorités nationales et composés d'organisations de la société civile, d'autres acteurs locaux et de partenaires de développement. Les groupes locaux de partenaires de l'éducation participent également aux revues sectorielles conjointes qui évaluent régulièrement les progrès réalisés dans le cadre du plan sectoriel de l'éducation nationale. Elles sont réalisées collectivement par tous les partenaires du secteur pour garantir que la mise en œuvre des activités favorisant l'égalité des sexes, entre autres, fait l'objet du suivi, de l'évaluation et des ajustements nécessaires.

Afin de garantir une responsabilité mutuelle solide, il est essentiel d'inclure les voix de la société civile qui ont jusqu'à présent milité efficacement en faveur de l'éducation des filles au niveau des pays. Dans ce contexte, le GPE finance le Fonds de la société civile pour l'éducation (FSCE) qui vise à renforcer la participation et l'efficacité de l'engagement de la société civile dans les processus du secteur de l'éducation. Le FSCE a reçu une allocation de 29 millions de dollars du Fonds du GPE pour la période 2016-2018 et il accorde des financements à 62 coalitions de la société civile pour soutenir leurs activités de sensibilisation, renforcer leurs capacités de planification, de mise en œuvre et d'influence, et promouvoir le partage des connaissances et la création de réseaux entre les pays. Les membres des coalitions soutenues par le FSCE viennent

d'horizon très divers : syndicats d'enseignants, organisations de proximité, associations féminines, associations de parents, groupes de jeunes, etc. S'agissant de l'égalité des sexes, une récente évaluation externe du FSCE contient l'observation suivante : « Les coalitions contribuent fortement à inscrire cette question à l'ordre du jour des pouvoirs publics par le biais d'études sur l'éducation des filles et d'initiatives de sensibilisation, y compris des campagnes contre la violence. »¹⁰

LE SOUTIEN DU GPE À L'ÉGALITÉ DES SEXES GRÂCE AU FINANCEMENT EFFICACE DES PLANS SECTORIELS

Une fois que leur gouvernement et les autres membres du groupe local des partenaires de l'éducation ont atteint un consensus sur un nouveau plan sectoriel de l'éducation, les pays partenaires en développement du GPE sont admis à bénéficier d'un financement de la mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation à hauteur de 100 millions de dollars maximum pour compléter les ressources nationales consacrées au financement d'un programme de trois ans pour la mise en œuvre du plan sectoriel de l'éducation. Ces pays peuvent également demander un « financement pour la préparation du programme » pour formuler des programmes qui seront soutenus par le Partenariat mondial pour l'éducation.

Les financements pour la mise en œuvre de programmes sectoriels de l'éducation financent diverses activités qui visent à éliminer les obstacles à l'égalité des sexes, comme ceux qui sont mentionnés dans le graphique de la page 7. Les obstacles le plus souvent identifiés dans les plans sectoriels des pays partenaires en développement du GPE concernent à parts égales des barrières structurelles liées au système éducatif (comme le manque de latrines et d'enseignantes) et des barrières liées à l'environnement (comme le mariage des enfants ou la malnutrition) qui ne sont pas inhérentes au système éducatif, mais qui affectent les possibilités d'éducation des enfants. Par conséquent, les activités actuellement financées par le portefeuille des financements pour la mise en œuvre de programmes sectoriels de l'éducation du GPE comprennent :

- La construction et la modernisation d'écoles dans les zones où il n'y a pas assez d'établissements pouvant être fréquentés par des filles
- Le recrutement d'enseignantes, en particulier dans les pays où les normes culturelles exigent un environnement scolaire exclusivement féminin pour les filles
- La formation continue des enseignants sur la parité hommes-femmes
- Des mesures visant à encourager les femmes à intégrer des postes de direction administrative
- Des latrines séparées et/ou des trousse hygiéniques pour les filles
- Des uniformes et des trousse de fournitures scolaires pour réduire les frais de scolarisation directs
- Des transferts monétaires pour encourager les filles à aller à l'école et/ou pour récompenser les bons résultats
- Des campagnes de sensibilisation et des groupes de discussion communautaires pour traiter les facteurs socioculturels
- Des études nationales pour contribuer à développer des stratégies sexospécifiques ciblées.

En septembre 2016, on comptait au moins 33 financements actifs pour la mise en œuvre de programmes sectoriels de l'éducation pour un montant total de 1,5 milliard de dollars au profit de programmes comprenant des activités parmi celles citées ci-dessus. Le Secrétariat du GPE apporte également une assistance technique sous la forme d'examen de la qualité avec le soutien de partenaires locaux et participe aux revues annuelles conjointes du secteur. Grâce à ce soutien, les pays partenaires en développement du GPE peuvent lancer des interventions ciblées, telles que les activités mentionnées ci-dessus, et intégrer entièrement et systématiquement l'égalité des sexes dans leurs

¹⁰ Institute for Development Impact, *Évaluation indépendante du programme 2013-2015 du Fonds de la société civile pour l'éducation (FSCE) pour la Campagne mondiale pour l'éducation : Rapport d'évaluation (Volume 1)*, 2015.

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS LES PAYS TOUCHÉS PAR LA FRAGILITÉ ET LES CONFLITS

Les inégalités entre les sexes dans le cadre de l'accès à l'éducation sont souvent exacerbées dans les pays touchés par la fragilité et les conflits, et les filles sont le plus souvent défavorisées. À l'heure actuelle, le nombre de filles n'allant pas à l'école primaire est 37 pour cent plus élevé que le nombre de garçons non scolarisés dans les pays partenaires touchés par la fragilité et les conflits, alors que l'écart est de seulement 4 pour cent dans les autres pays partenaires en développement du GPE.*

Les pays touchés par la fragilité et les conflits sont de plus en plus nombreux au sein du GPE et le partenariat a un rôle important à jouer pour préserver et promouvoir l'égalité des sexes dans ces situations difficiles. C'est pourquoi il a proposé des financements accélérés, une aide à la coordination et une assistance technique aux ministères de l'éducation du Yémen et du Soudan du Sud pour les aider à surmonter plus rapidement les crises qui ont frappé leur pays au cours des dernières années et préserver les services visant à accroître la scolarisation des filles.

Malgré les difficultés, d'importants progrès ont été réalisés du point de vue de la parité entre les filles et les garçons dans les pays du GPE touchés par la fragilité et les conflits. Depuis 2002, le nombre de filles ayant terminé leur scolarité pour 100 garçons est passé de 74 à 88 au primaire et de 68 à 82 dans le premier cycle du secondaire.**

*Données de l'Institut de statistique de l'UNESCO pour 2014.

**Données de l'Institut de statistique de l'UNESCO pour 2002 et 2014. Les taux d'achèvement sont calculés sur la base des taux bruts d'admission en dernière année.



GPE/Jawad Jalali

Une élève de l'école Ayno Meena Number Two dans la ville de Kandahar (Afghanistan) construite fin 2008 avec l'appui financier du GPE.

principaux processus de planification et de mise en œuvre.

Avec l'introduction d'un modèle de financement basé sur les résultats pour le cycle 2015-2018, le GPE contribue également à favoriser la priorisation de l'égalité des sexes et d'autres questions d'équité dans l'éducation. Ce modèle comprend une mesure spécifiquement destinée à inciter les pays à prouver qu'ils ont réalisé de bonnes performances en matière d'équité pour pouvoir accéder à une tranche de financement variable de 30 pour cent—soit en obtenant des résultats concrets, soit en renforçant leurs politiques et stratégies, en fonction de ce qui semble le plus adapté au contexte national. Ainsi, le Malawi s'est récemment fixé comme objectif d'augmenter la proportion de femmes au sein du corps enseignant pour les 6^{ème}, 7^{ème} et 8^{ème} années dans ses huit districts les plus défavorisés. Le Népal cherche quant à lui à mettre en œuvre des interventions ciblées dans ses dix districts les plus défavorisés selon son nouvel indicateur d'équité et à réduire le nombre d'enfants non scolarisés, notamment parmi les filles, de 20 pour cent dans ces mêmes districts. La tranche variable dépend également de la réalisation d'objectifs dans les domaines de l'apprentissage et de l'efficacité, susceptibles de porter aussi sur l'égalité des sexes.

4. Promouvoir l'égalité des sexes dans les pays du GPE

AFGHANISTAN : PLANIFICATION ET COORDINATION SECTORIELLE POUR L'ÉDUCATION DES FILLES

L'Afghanistan a réalisé des progrès remarquables depuis que le gouvernement des Talibans a été renversé en 2001. À l'époque, le nombre d'enfants ayant accès à l'éducation était faible, surtout pour les filles. Aujourd'hui, il est passé à 9 millions, dont 39 pour cent de filles.¹¹

L'Afghanistan a rejoint le Partenariat mondial pour l'éducation en 2011 et a reçu une assistance technique pour ses activités de planification et de mise en œuvre sectorielles. Son dernier plan sectoriel se penche de manière approfondie sur les inégalités entre les sexes et les obstacles qui les alimentent, et il définit plusieurs objectifs concrets pour promouvoir l'égalité des sexes dans l'éducation. Pour la période 2012-2016, en outre, l'Afghanistan a reçu un financement de 55,7 millions de dollars confié à l'UNICEF qui agit en qualité d'agent partenaire et supervise la mise en œuvre par le ministère de l'éducation.

L'aide au processus de planification sectorielle s'est notamment concentrée sur la recherche d'améliorations favorisant des progrès coordonnés, durables et propres au pays en matière d'égalité des sexes dans le système éducatif national. Ces améliorations sont obtenues grâce à une approche à deux volets : le renforcement du système éducatif dans son ensemble au profit de tous, et des efforts ciblés pour répondre aux besoins les plus manifestes du pays en matière d'égalité des sexes. Des programmes ciblés financés par le financement actuel du GPE pour la mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation prévoient de recruter des enseignantes dans les zones rurales, d'augmenter la visibilité des femmes aux postes

administratifs du système éducatif et de faire participer les responsables religieux et culturels ainsi que les familles à la promotion de l'éducation des filles.

L'implication du GPE dans l'éducation communautaire en Afghanistan illustre une conception du renforcement des systèmes qui ne cible pas spécifiquement l'égalité des sexes, mais qui constitue un outil efficace pour lutter contre les disparités dont souffrent les filles. Les écoles communautaires permettent d'éliminer un grand nombre d'obstacles qui empêchent les filles d'aller à l'école, y compris l'inquiétude des parents quant à la sécurité de leurs filles pendant les longues marches jusqu'à l'école dans des zones d'insécurité. Par conséquent, elles affichent souvent une proportion de filles nettement plus élevée—souvent plus de la moitié de leurs effectifs—que les autres établissements. Toutefois, ces écoles sont financées en majeure partie par des bailleurs de fonds externes dans le cadre de projets bien définis. Le GPE contribue à promouvoir entre les régions les mesures d'harmonisation, d'équité et de coordination nécessaires à la pérennité et la préparation des écoles communautaires en vue de leur intégration au plan et au budget sectoriels de l'État.

NÉPAL : FAVORISER L'ÉGALITÉ POUR TOUTES LES FILLES ET TOUS LES GARÇONS

Le Népal, qui a adhéré au Partenariat mondial pour l'éducation en 2009, a reçu des allocations de financement du GPE pour un montant total de 177 millions de dollars.

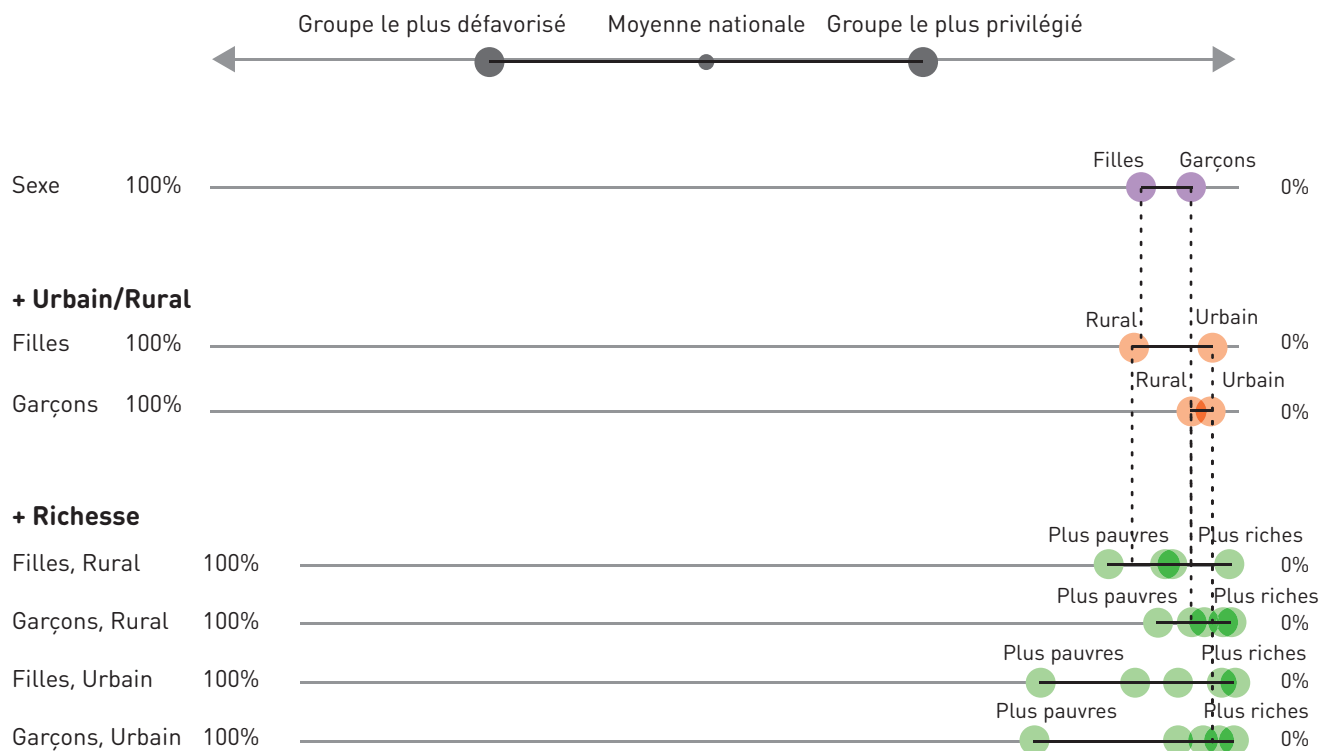
Le pays prépare actuellement un nouveau plan sectoriel de l'éducation avec le soutien financier et technique du GPE.

Malgré les dommages subis par les écoles lors des séismes de 2015, qui ont touché plus d'un million d'enfants, le Népal a fait d'importants progrès depuis son adhésion au GPE.¹² Presque tous les enfants du pays vont à l'école primaire et les taux d'inscription dans le secondaire ont nettement augmenté depuis 2009,

¹¹ Données du ministère de l'éducation d'Afghanistan.

¹² Ces progrès s'inscrivent dans le prolongement des tendances positives entamées au début des années 2000.

ENFANTS NON SCOLARISÉS AU NÉPAL



Infographie tiré des dernières données disponibles, 2011.

surtout pour les filles dont les taux sont passés de 45 pour cent à 62 pour cent.¹³ Le Népal a aujourd'hui presque atteint la parité entre les filles et les garçons pour les inscriptions en préprimaire, primaire et secondaire. Ces progrès ont été réalisés grâce à différentes stratégies, y compris l'octroi de bourses aux filles, la construction de latrines pour les filles et des campagnes d'inscription « Bienvenue à l'école » en début d'année scolaire. Le Népal, en outre, a nommé des chargés de liaison pour les questions d'égalité des sexes au niveau des bureaux d'éducation de districts, instauré un quota pour augmenter le nombre d'enseignantes et étendu les programmes d'éducation informels pour permettre aux enfants non scolarisés de rattraper leur retard et d'intégrer des écoles officielles.

Outre ces résultats, un autre aspect remarquable de l'approche du Népal dans le cadre de son plan sectoriel de l'éducation actuel est l'attention particulière accordée à l'élimination de plusieurs facteurs

d'exclusion grâce à une approche de l'équité réfléchie et intégrée. Grâce à sa stratégie consolidée, le ministère népalais de l'éducation a cherché à identifier les élèves les plus défavorisés et à améliorer les résultats en matière d'accès, de participation et d'apprentissage grâce à des activités spécifiques dans chaque domaine. D'importants efforts ont été fournis pour remédier aux difficultés concernant six facteurs d'exclusion : 1) sexe ; 2) handicap ; 3) caste, ethnicité et langue ; 4) pauvreté, santé et nutrition ; 5) situation géographique ; et 6) autres groupes vulnérables. Les activités ciblées comprenaient par exemple le suivi des résultats d'apprentissage, le traitement des causes expliquant les inégalités d'apprentissage entre les filles et les garçons, et l'octroi de bourses et de soutien psychologique aux élèves orphelins.

C'est grâce à ce type d'efforts conséquents et intégrés que le Népal a réussi à obtenir des taux d'accès élevés, équitables et nettement supérieur aux moyennes

¹³ Taux d'inscription nets entre 2009 et 2014, selon les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, calculés le 5 juillet 2016.

mondiales en un temps record. L'infographie ci-dessus issue de la base de données mondiale de l'UNESCO sur les inégalités dans l'éducation illustre le faible taux d'enfants non scolarisés et le peu d'écart qui existe entre les sexes, les niveaux de richesse et les populations rurales et urbaines.

L'écart le plus important sur ce graphique, avec 21 points de pourcentage (22 pour cent d'enfants non scolarisés contre 1 pour cent) est celui qui sépare les groupes les plus défavorisés des moins défavorisés. À titre de comparaison, cet écart était de 53 points il y a 10 ans (56 pour cent contre 3 pour cent). Par ailleurs, on constate que les filles de la communauté Dalit qui étaient particulièrement défavorisées ont elles aussi fait d'importants progrès.

À terme, le recours par le Népal à des données désagrégées pour continuer à identifier et cibler les élèves marginalisés grâce à des outils, tels que l'indicateur d'équité, qui favorisent la stratégie du pays en matière d'équité l'aidera à faire en sorte que les derniers groupes défavorisés, comme les filles et les garçons les plus pauvres des zones urbaines, obtiennent l'aide dont ils ont besoin.

Un récent financement pour la mise en œuvre de programmes du GPE s'élevant à 59 millions de dollars a été octroyé au Népal dans le cadre du modèle de financement basé sur les résultats. Selon ce modèle, l'indicateur d'équité est utilisé pour identifier les dix districts les plus défavorisés qui bénéficieront d'interventions ciblées et dont les résultats alimenteront l'indicateur d'équité.

NICARAGUA : IDENTIFIER ET AIDER LES GARÇONS DÉFAVORISÉS

Le Nicaragua a rejoint le Partenariat mondial pour l'éducation en 2002 et a reçu des financements du GPE à hauteur de 40,7 millions de dollars entre 2004 et 2016. Le pays prépare actuellement un nouveau plan stratégique pour son secteur de l'éducation sur la période 2016-2020.



Quatre garçons posent devant leur école au Nicaragua.

Si les filles comme les garçons peuvent être victimes de discrimination sexuelle au Nicaragua, l'un des problèmes manifestes du pays en matière d'égalité des sexes concerne les garçons non scolarisés, et en particulier les adolescents.

Selon le dernier sondage, seuls 40 pour cent des garçons avaient terminé le premier cycle du secondaire contre 52 pour cent des filles. Bien que les enfants des milieux urbains soient beaucoup plus susceptibles de terminer le premier cycle du secondaire que ceux des zones rurales (et que les enfants plus riches soient beaucoup plus susceptibles de le faire que les enfants plus pauvres), les filles s'en sortent mieux que les garçons dans toutes les catégories, à l'exception des enfants les plus pauvres en milieu rural, où les filles sont légèrement défavorisées. L'avantage des filles est plus marqué parmi les enfants des classes moyennes en milieu urbain, où 70 pour cent des filles terminent le premier cycle du secondaire contre 48 pour cent des garçons. La tendance est comparable pour l'achèvement du primaire, dont le taux atteint 77 pour cent pour les filles contre 66 pour cent pour les garçons selon le dernier sondage.¹⁴

Le dernier plan sectoriel de l'éducation du Nicaragua mentionne des taux de réussite plus élevés pour les filles dans le primaire et les premier et second cycles

¹⁴ Données tirées de la Base de données mondiale de l'UNESCO sur les inégalités dans l'éducation, basée sur les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO pour 2009.

du secondaire et un nouveau plan est actuellement en cours de préparation avec le soutien du GPE. Un récent financement pour la préparation d'un plan sectoriel de l'éducation a contribué à financer une analyse du secteur de l'éducation qui a été finalisée en avril 2016. Cette analyse examine de manière approfondie les inégalités entre les sexes en matière d'accès, de rétention et d'apprentissage pour les filles et les garçons, et comprend une analyse détaillée des obstacles dans chaque cas. Elle a ainsi révélé que le travail rémunéré était un important facteur de non-scolarisation des garçons à partir de l'âge de 13 ans. Cette analyse, conjuguée à l'assistance technique fournie par le Secrétariat, les partenaires et la coalition de la société civile nationale soutenue par le GPE, sera une ressource précieuse pour le développement du nouveau plan sectoriel de l'éducation pour la période 2016-2020.

YÉMEN : FAVORISER L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS L'ÉDUCATION EN PÉRIODE DE CONFLIT

Le Yémen a rejoint le Partenariat mondial pour l'éducation en 2003 et a reçu des financements du GPE pour un montant total de 122 millions de dollars. Le pays entreprend actuellement une analyse du secteur de l'éducation dans la perspective de son nouveau plan de transition de l'éducation suite à l'escalade du conflit en 2015.

Depuis qu'il a adhéré au partenariat, le Yémen a scolarisé de nombreux enfants qui ne l'étaient pas, mais il reste encore beaucoup d'enfants non scolarisés, en particulier des filles. Entre 2005 et 2013, le nombre d'enfants non scolarisés a baissé pour passer de 885 000 à 583 000, mais le pourcentage de filles parmi ces enfants est resté stable (un peu plus de 70 pour cent).¹⁵

Pour remédier aux inégalités grâce à des stratégies visant à supprimer les obstacles à l'éducation des filles, le dernier plan sectoriel de l'éducation du Yémen a pris plusieurs mesures : l'élimination des frais de scolarité ; la construction de nouvelles salles de classe ; la promotion d'écoles accueillantes pour l'enfant, en particulier dans les districts où les filles sont défavorisées ;



Élèves au Yémen.

la formulation et la mise en œuvre d'une stratégie de recrutement d'enseignantes.

Le plan sectoriel traite aussi les facteurs sociaux et culturels au moyen de campagnes de promotion de l'éducation des filles dans les médias locaux et auprès des chefs traditionnels et des comités de parents sur l'éducation.

Bien que de nombreuses écoles yéménites aient été contraintes de fermer pendant le conflit, la majorité d'entre elles ont désormais rouvert leurs portes et les progrès ont repris. La construction de nouvelles écoles a été suspendue, mais les travaux de réhabilitation sont en cours dans les zones sécurisées. Ainsi, 7,5 millions de dollars prélevés sur le financement actuel du GPE sont consacrés à la rénovation de 150 écoles qui seront dotées d'installations sanitaires séparées pour les filles et les garçons. Un soutien psychosocial est également fourni aux enfants dans les zones qui ont été particulièrement touchées par le conflit.

5. Prochaines étapes

Des progrès considérables en matière d'égalité des sexes ont été réalisés dans les pays partenaires en développement du GPE et de nouveaux développements, à l'image de la *Politique et stratégie sur l'égalité entre les*

¹⁵ Données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, calculées le 5 juillet 2016.

sexes et du *Guide pour la préparation de plans sectoriels de l'éducation sensibles au genre*, vont venir consolider ces efforts. Mais il reste encore beaucoup à faire dans les années à venir pour surmonter les nombreux obstacles à l'égalité des sexes dans le monde. Sur les 28 premiers pays identifiés dans une récente étude comme ayant les plus grandes inégalités entre les sexes et les plus faibles taux d'inscription nets en primaire, 22 sont membres du Partenariat mondial pour l'éducation.¹⁶ Dans le cadre de l'exécution de son plan stratégique actuel, le GPE concentrera ses efforts sur l'élimination des barrières et la promotion de l'égalité entre les sexes dans ces pays en particulier.

Il est prouvé que des interventions spécifiques peuvent supprimer les obstacles à l'égalité des sexes (par exemple en améliorant l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène dans les écoles et en recrutant des enseignantes où il y en a besoin). Des interventions de ce type sont actuellement pratiquées dans de nombreux pays du GPE.¹⁷ Selon certaines études, par ailleurs, il est possible de réaliser des progrès plus importants en procédant à des interventions intégrées combinant par exemple les transferts monétaires conditionnels et des formations d'enseignants prenant en compte l'égalité des sexes ou conjuguant l'offre d'installations facilitant la prise en charge de l'hygiène menstruelle avec une formation des enseignants sur l'hygiène menstruelle et la santé reproductive des

adolescents. À ce titre, une collaboration intersectorielle impliquant, par exemple, les ministères de la santé est essentielle.

Le GPE va travailler avec tous ses partenaires pour examiner et évaluer des solutions innovantes de ce type. Ses priorités porteront par exemple sur les interventions qui regroupent la santé et l'éducation pour garantir la réussite scolaire des adolescentes, dans un premier temps en partenariat avec la Fondation du Fonds d'investissement pour l'enfance. Il partagera ses bonnes pratiques et ses politiques visant à éliminer les entraves à l'égalité des sexes dans l'éducation. Il mettra en place un groupe de pairs pour permettre aux pays de partager les enseignements tirés de leur expérience en exploitant les innovations et les méthodes qui favorisent une scolarisation durable des filles et des garçons et qui renforcent l'égalité des sexes au sein des systèmes éducatifs.

Favoriser l'égalité des sexes dans l'éducation et grâce à l'éducation est une démarche essentielle pour concrétiser la vision du Partenariat mondial de l'éducation, le programme global de développement durable et les droits humains de base de toutes les filles et tous les garçons. Nous cherchons à construire ensemble un avenir meilleur pour tous grâce à des systèmes éducatifs plus solides et plus équitables.

¹⁶ Elizabeth King et Rebecca Winthrop, *Today's Challenges for Girls' Education. Global Economy and Development* (Document de travail 90, The Brookings Institution, 2015).

Les pays du GPE identifiés comme présentant d'importantes inégalités entre les sexes sont le Soudan du Sud, le Libéria, le Niger, la Côte d'Ivoire, Djibouti, le Nigéria, la République centrafricaine, l'Éthiopie, le Tchad, le Burkina Faso, le Pakistan, la Guinée, le Mali, la Guinée-Bissau, la Gambie, la Mauritanie, le Yémen, la Papouasie Nouvelle Guinée, le Togo, le Cameroun, le Bénin et l'Afghanistan.

¹⁷ Elaine Unterhalter et al, *Interventions to enhance girls' education and gender equality* (Education Rigorous Literature Review, Département pour le développement international, 2014).

Auteurs : Louise Banham et Meg Ahern, sous la direction technique de Karen Mundy, directrice technique.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Louise Banham à l'adresse Ibanham@globalpartnership.org



www.globalpartnership.org

 facebook.com/globalpartnership

 twitter.com/gpfeducation

Siège :

1850 K Street N.W.
Suite 625
Washington D.C., 20006
États-Unis

Adresse postale :

Partenariat mondial pour l'éducation
MSN IS6-600
1818 H Street NW
Washington D.C., 20433
États-Unis